

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 4 AVRIL 1979 - N° 888

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Chirac : dans la perspective de 1981

Pendant une heure vingt, lundi soir, à l'occasion de Cartes sur Table, Chirac a ferraillé contre Barre et Giscard. Tous les aspects de la politique gouvernementale ou presque ont été passés au crible par le maire de Paris.

Lire en page 8

## Congrès du PCI : dans l'attente de nouvelles élections en Italie

Des incidents avec les délégations étrangères ont émaillé le congrès du PCI. L'OLP et douze délégations arabes ont quitté le congrès parce qu'une délégation égyptienne était présente. Par ailleurs, ce congrès se caractérise par son silence sur les luttes ouvrières. Berlinguer tente également de ressouder les rangs sur la question de la participation du PCI au pouvoir en alliance avec la Démocratie-Chrétienne. L'attitude à adopter par rapport à l'URSS est également controversée.

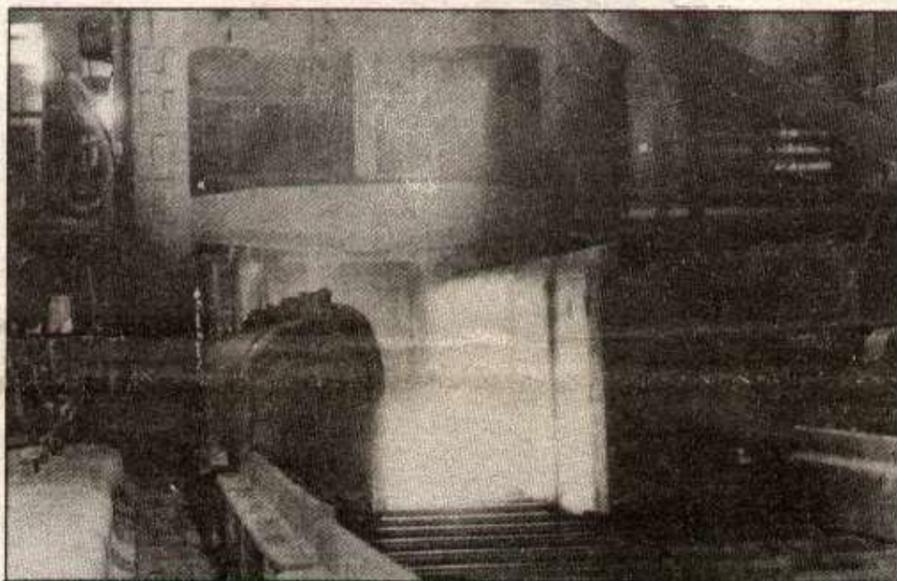
Lire en page 7

## Centrale nucléaire (USA) : «Optimisme» de la direction Inquiétude persistante

Les autorités US annoncent une diminution du danger représenté par la bulle d'hydrogène formé dans la centrale de Three Mile Island. En fait, les propos apaisants des autorités officielles sont loin de rassurer tout le monde.

Lire en page 6

# Dunkerque: riposte des sidérurgistes au lock-out



Le blooming (première phase de laminage) à Sacilor-Rombas en Moselle

Les travailleurs d'Usinor-Dunkerque apportent aux attaques de leur direction, la riposte qu'elles méritent. Rappelons les faits : il y a un mois les travailleurs de la cokerie étaient déjà en grève. Encouragés par le succès que leurs camarades ont remporté, le 28 mars, ce sont les sidérurgistes du parc à brames qui démarraient un mouvement. Ils revendiquent une classe d'augmentation pour tous et les effectifs complets.

Prenant prétexte de cet arrêt de travail qu'elle qualifie de «bouchon», la direction en profite alors pour lock-outer le train à bande samedi. Puis elle prétend mettre le personnel des hauts fournaux 1 et 2 en lock-out. Les hauts fournaux vont alors voir ceux du 3. Tous ensemble, ils vont voir les hauts fournaux du 4 avant de se rendre collectivement à la direction. Ils font à la direction le marché suivant : soit elle lève le lock-out, soit tout le monde se met en grève. La direction feint de céder, promet que tout le monde sera payé. Mais, coup de théâtre, elle ne tarde pas à revenir sur sa décision. Elle maintient le lock-out. Sidérurgistes du train à bande, hauts fournaux et aciéristes ne seront pas payés. Les hauts fournaux se déclarent alors en grève, avançant deux revendications urgentes : outre la levée du lock-out, la 5<sup>e</sup> équipe, et 300 francs pour tous. Revendications qui répondent à la fois à la nécessité de diminuer le temps d'exploitation, d'améliorer les conditions de travail et de riposter à la baisse du pouvoir d'achat.

Lundi, dans la journée, les hauts fournaux montraient leur combativité en bloquant, avec des aciéristes, l'autoroute à la hauteur de Grande Synthe.

Cette grève prend une signification toute particulière à la veille du grand rassemblement des sidérurgistes qui se tient vendredi à Dunkerque.

## Les inculpés du 23 mars en «flagrant délit»

## SCANDALEUX VERDICT EXIGEONS LEUR LIBERATION !

Parodie de justice à la 23<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Paris qui était censée juger les «casseurs» du 23 mars. Une vaste campagne d'intox avait mis sur le devant de la scène ceux qui sont présentés comme des casseurs professionnels, qui seraient la cause des dégâts place de l'Opéra.

Or les inculpés ne correspondent pas à ce «profil». Et pourtant, les peines sont particulièrement lourdes. Il s'agit là d'une dangereuse application de la loi anti-casseurs.

Philippe Duval, 19 ans, étudiant, trois ans dont 15 mois avec sursis. Jean-Luc Fouqueray, 21 ans, chômeur : deux ans dont 15 mois avec sursis.

Gilles Deraïsses, lui, est lycéen à Paul Valéry (Paris 12<sup>e</sup>). Alors qu'il est connu de ses camarades, qu'il n'est ni «casseur» ni même «autonome», il écope tout de même de 15 mois dont 7 avec sursis. La simple nouvelle de son arrestation et de son inculpation avait révolté ses camarades de lycée qui se sont mis en grève. Même peine pour un autre lycéen, Louis Moser, 19 ans. Deux autres inculpés ont eu aussi la même peine de 15 mois dont 7 avec sursis : Michel Bard, Pierre Legall. Philippe Genet, est condamné à 8 mois dont 7 avec sursis.

Un verdict scandaleux que nous ne pouvons tolérer. Exigeons leur libération !

TRIBUNE LIBRE



la parole au  
Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

mercredi 4 avril à 18 h 55

6 avril  
à Dunkerque

Pour une lutte  
sur l'ensemble  
du trust Usinor

Lire en page 5

## LA COMMUNE DE 1871, OU L'INITIATIVE AU PEUPLE

### Les femmes en armes

Ce qui frappe le plus les contemporains quant au rôle des femmes pendant la Commune, c'est la part qu'elles prirent à la lutte armée. Un charognard de la Commune, Maxime du Camp, n'en revient pas : «Elles s'armèrent, firent le coup de feu et furent implacables... Aux derniers jours, ces viragos tinrent derrière les barricades plus longtemps que les hommes... On en arrêta beaucoup, les mains noires de poudre, l'épaule meurtrie par le recul du fusil, émus encore par la surexcitation des batailles».

Tout au long des combats qui commencent le 3 avril, quelques femmes luttent aux côtés des fédérés, non sans quelques réticences de la part de ces derniers : Victorine Louvet, Louise Michel ; quelques autres, plus anonymes, n'en prennent pas moins le fusil et font le coup de feu contre les Versaillais. On saisit l'incompréhension à laquelle devaient faire face ces femmes héroïques en lisant ces quelques lignes du Journal officiel de la Commune qui affirme que les femmes sont «d'un tempérament inflammable, faciles à égarer, écoutant la voix du cœur plutôt que celle de la raison. Elles entraînent, fanatisent la foule et poussent à l'extrême les passions aveugles».

A la mi-mai beaucoup de femmes veulent participer directement à la lutte armée, ne se contentent plus d'être cantinières ou de chasser les réfractaires. L'article 14 des statuts de l'Union des femmes prévoit «l'a-



120 femmes défendent la barricade de la Place Blanche

### Louise Michel, la «générale» Eudes, et toutes les autres... (2)

chat de pétrole et d'armes». Nathalie Lemel appelle les femmes au combat ; enfin Montel favorise la création du corps des «citoyennes volontaires». A l'Hôtel de ville, on s'inquiète un peu de cette présence des femmes dans les casernes, surprenante pour ceux qui n'ont pas compris qu'elles ne voulaient

plus être des «sujettes» passives. Mais c'est durant la Semaine sanglante (21 - 28 mai) que les femmes vont se manifester avec le plus d'éclat. Elisabeth Dmitrieff lance, dès l'entrée des Versaillais, une convocation à l'Union des femmes afin de se battre.

jours avide d'images propres à épouvanter les «braves gens», transformera en «pétroleuses».

#### Battues, mais non vaincues

«Plus de dix mille femmes aux jours de mai, éparses ou ensemble, combattirent pour la

liberté» affirme Louise Michel, exagérant sans doute le nombre des combattantes, mais traduisant bien le phénomène de masse qu'elles représentèrent. Sur les 1 051 femmes emprisonnées (pour combien de fusillées ?), 756 appartiennent à la classe ouvrière, surtout aux métiers de la confection, et 246 sans profession sont assimilées par la justice militaire à des prostituées. Mais qu'importe ! Travailleuses, intellectuelles s'alignant sur des positions de classe prolétariennes (A. Léo, L. Michel, E. Dmitrieff, etc.) ont fait irruption dans la lutte politique et sociale, rejetant les tuteurs et donnant à la lutte des femmes un caractère nouveau : c'est sur un pied d'égalité, et non plus comme auxiliaires ou simples ménagères, qu'elles revendiquent, les armes à la main, le droit de lutter contre la société capitaliste. Tirant les leçons de cette offensive des femmes dans le domaine de la lutte des classes, Nathalie Lemel déclarait, le 23 mai, «nous sommes battues, mais non vaincues».

Errata du Quotidien du Peuple du 31 mars - 1<sup>er</sup>, 2 avril

Dans l'article p. 10, sur le 18 mars, il fallait lire, 4<sup>e</sup> colonne «...chef détesté de la Garde nationale sous le siège, surpris à Montmartre en train d'espionner».

5<sup>e</sup> colonne Vidieu (vicaire réactionnaire) et non pas révolutionnaire, mais les lecteurs auront rétabli d'eux-mêmes !

#### Les barricadières

Partout dans Paris elles se transforment naturellement en barricadières : aux Halles, au Panthéon, place Pigalle, par exemple, ce sont des femmes qui érigent, seules, les barricades. Ailleurs elles aident et encouragent les fédérés, interpellent les passants : «Votre pavé, citoyen». Le cri du peuple signale le 23 mai «qu'un régiment de citoyennes a traversé Paris hier matin conduit par un officier à barbe blanche et précédé d'une fanfare».

Lorsque les Versaillais surgissent, ils ont en face d'eux un peuple en armes, hommes et femmes au coude à coude, combattant pour la même cause : leur émancipation. Place Blanche, le 23 mai, 120 femmes tiennent tête pendant plusieurs heures aux troupes de la bourgeoisie ; lorsque la barricade cède sous le nombre, les femmes qui n'auront pu se replier, comme Blanche Lefèvre de l'Union des femmes, sont fusillées. Place du Château d'eau (de la République actuelle) des femmes viennent à la rescousse de fédérés prêts à fuir. Rive gauche, elles tiennent la barricade du coin de la rue Racine et de l'Ecole de Médecine, elles combattent aussi rue du Pot-de-Fer et rue Mouffetard ; au Panthéon, elles rechargent les armes. Place de la Concorde, Aurore Machu pointe et tire le canon.

Ailleurs, elles aident les hommes à incendier les bâtiments publics afin de couvrir la retraite des communards. Ce sont ces femmes que la bourgeoisie, tou-

### Adresse du comité central de l'Union des femmes à la commission du travail et de l'échange

Considérant, que la réorganisation du travail tendant à assurer le produit au producteur ne peut s'effectuer qu'au moyen d'associations productives libres, exploitant les diverses industries à leur profit collectif ; que la formation de ces associations en soustrayant le travail au joug du capital exploiteur, assurerait enfin aux travailleurs la direction de leurs propres affaires, en même temps qu'elle faciliterait les réformes immédiates et essentielles à opérer dans le mécanisme de la production aussi bien que dans les rapports sociaux des producteurs, savoir :

- a) la diversité du travail dans chaque métier - la répétition continue du même mouvement manuel influant d'une manière funeste sur l'organisme et le cerveau ;
- b) la diminution des heures de travail - l'exhaustion des forces physiques amenant inévitablement l'extinction des facultés morales ;
- c) l'anéantissement de toute concurrence entre travailleurs des deux sexes, leurs intérêts étant absolument identiques, et leur entente solidaire étant de rigueur pour le succès de la grève définitive et universelle du travail contre le capital (...)

Que le développement général de ces associations productives nécessite :

1. La propagande et l'organisation parmi les masses travailleuses (...)
2. Le concours de l'Etat pour l'avancement du crédit nécessaire à la formation de ces associations (...)

Considérant en outre, que dans l'ordre social du passé le travail de la femme étant le plus exploité, sa réorganisation immédiate est donc de toute urgence (...)

De par ces raisons :

Le Comité central de l'Union des femmes demande à la commission de Travail et d'Echange de la Commune de la charger de la réorganisation et de la distribution du travail des femmes à Paris, en commençant par lui accorder l'équipement militaire ; en outre, ce travail ne pouvant naturellement suffire à la masse des travailleuses, de mettre à la disposition des associations productrices fédérées les sommes nécessaires pour l'exploitation des fabriques et ateliers abandonnés par les bourgeois et comprenant les métiers essentiellement pratiqués par les femmes (...)

*Après Citoyen Les Femmes membres de la Commune  
Délégués au Département du Travail et de l'Echange*

Espérant que vous comprendrez qu'il est de notre dignité de citoyennes libres de protester contre les fins de non-recevoir que l'administration du 13<sup>e</sup> arrondissement ne cesse de nous octroyer.

Qu'étant reconnues par la commission du Travail et de l'Echange, nous n'en sommes pas moins empêchées de nous rendre utile au Salut public et à nos sœurs les travailleuses par la municipalité qui, trop absorbée sans doute par la question politique, ne voit pas qu'elle n'est qu'une conséquence de l'économie sociale et qu'elle ne sera pure que lorsque le problème de la misère sera résolu, les travailleurs égaux et rendus tous frères par l'échange des produits de peuple à peuple sans intermédiaire.

C'est pourquoi les soussignées, membres du comité de l'Union des travailleuses du 13<sup>e</sup> arrondissement, ont résolu de vous prier d'être l'arbitre de leur différend avec l'administration et, si vous le jugez à propos, de donner leurs démissions collectives au Comité central de l'Union.

Il nous resterait alors, citoyen, l'immense regret de ne pouvoir plus travailler sous la haute direction de vos généreuses inspirations à la régénération des citoyennes, car pour nous la question du progrès ou de l'immobilisme de notre sexe est attachée à votre concours.

En attendant votre décision à notre sujet, recevez, Citoyen, nos saluts fraternels.

*Les Déléguées des Femmes du 13<sup>e</sup> arrondissement*

*Blanche Lefèvre rue de Valenciennes 83  
Victoire Boncompagni rue de Valenciennes 17  
Mlle Durat rue de Valenciennes 87  
Anna Lohéac rue de Valenciennes 38  
Josephine Duffet  
Gabrielle...*

## LE 6 AVRIL A DUNKERQUE POUR UNE LUTTE SUR L'ENSEMBLE DU TRUST USINOR

Dès avant la marche sur Paris du 23 mars, les militants CFDT de Dunkerque, Longwy et Denain avaient mis au point un projet de marche sur Dunkerque des sidérurgistes des différentes unités de production du groupe Usinor. La date avait été fixée au 27 mars. Proposition faite aux intersyndicaux dans les bassins, le projet était repris par l'ensemble des syndicats mais reporté au 6 avril ; pour deux raisons : 1 - la CGT voulait reprendre souffle après les efforts importants déployés par elle pour le 23. 2 - Le 6 avril, se tient la réunion dite «de synthèse», la dernière discussion entre Etchegaray, le PDG d'Usinor, et les syndicats. Ce jour-là devrait, en principe, être scellé le sort des travailleurs du groupe.

En fait, il n'est rien ressorti de la suite de réunions usine par usine et, logiquement, il n'y a donc pas grand chose à synthétiser. Appuyé par le gouvernement, Etchegaray ne veut rien lâcher ; il ne veut pas revenir sur son plan, ni bien sûr, sur les milliers de licenciements qu'il a décidés. Il était donc judicieux de faire coïncider cette initiative sur Dunkerque et la réunion «de la dernière chance» comme l'ont déjà appelée des sidérurgistes d'Usinor.

### UNE LUTTE COMMUNE DES SIDERURGISTES

L'idée de départ pour le rassemblement à Dunkerque, c'est de s'attaquer à la production et de porter la lutte au niveau de l'ensemble du trust et, plus loin, de l'ensemble de la sidérurgie. C'est en effet, l'une des questions majeures qui se posent aujourd'hui pour les sidérurgistes. Pour marquer des points, pour continuer à construire le rapport de forces, pour faire reculer les capitalistes de l'acier et le gouvernement qui les appuie, il est maintenant indispensable de les attaquer là où ça leur porte des coups, c'est-à-dire à la production. Bien sûr, toutes les actions qui peuvent être menées en dehors de l'entreprise sont positives. On a vu le rôle de mobilisation, de popularisation qu'elles jouent. Mais, le moment est venu de porter la lutte à un autre niveau, de s'en prendre à la production. C'est dans cet esprit que les militants cégétistes d'Usinor ont proposé le rassemblement de Dunkerque.

Par ailleurs, il s'agit également de développer largement l'idée que TOUS les sidérurgistes sont touchés d'une manière ou d'une autre par la crise et les restructurations capitalistes. A Longwy et



Samedi et dimanche derniers, immense succès des journées portes-ouvertes à Usinor-Denain.

Denain, ils ferment, ils licencient, ils déclassent. A Dunkerque et à Fos, ils augmentent la charge de travail, ils font pression sur les salaires, ils dégradent les conditions de travail et de sécurité. Les mouvements de grève tous récents à Usinor-Dunkerque et à la Solmer de Fos pour l'augmentation des salaires et contre la répression indiquent cette situation et montrent la combativité qui existe dans ces usines. La question de la lutte commune de TOUS les sidérurgistes contre TOUS les aspects de la restructuration est donc posée. Elle sera débattue le 6 à Dunkerque.

### DEFENDRE LA PRODUCTION OU LES TRAVAILLEURS

Cette démarche toute entière tournée vers la construction du rapport de force contre les barons de l'acier aura à lutter pour s'imposer. Tout le monde en effet ne partage pas ce point de vue. Il en est qui, au nom de la défense de la sidérurgie française, se refusent énergiquement à envisager une lutte dure au niveau de l'ensemble du trust Usinor ou de toute la sidérurgie. Quand ils parlent de lutte d'ensemble, c'est par exemple à propos du 23 mars, un point c'est tout. S'attaquer à la production, toucher les patrons de la sidérurgie là où ça leur fait mal, il n'en est pas question pour eux. Leur raisonnement simpliste se résume en ceci : il faut que la sidérurgie française soit compétitive pour s'opposer aux tentatives de mainmise des trusts germano-américains. On voit en quoi une telle démarche conduit de fait à la division des travailleurs.

Une telle attitude connaît déjà des applications concrètes : pendant la grève à Fos récemment, la direction CGT ne s'est manifestée que pour appeler à reprendre le travail. Déjà, pour Dunkerque, ils ne voulaient envoyer qu'une délégation pour «prendre contact». Curieusement dans *L'Humanité*, après les pages entières pour le 23 mars, l'initiative du 6 avril sur Dunkerque n'a droit qu'à quelques lignes très vagues. Visiblement, cette marche ne dit rien qui vaille à la direction CGT. Elle y participe contrainte et forcée, mais avec l'objectif de peser de tout son poids pour éviter que ne se produise ce qu'elle appelle des «débordements», que ne s'engage une nouvelle dynamique de lutte prenant pour cible la production.

Tel n'est pas le point de vue des militants CFDT. Depuis plusieurs jours déjà, à Longwy, à Denain et dans d'autres usines du groupe Usinor, ils mobilisent les travailleurs autour d'eux pour essayer de faire du 6 avril une grande journée, d'opposer au refus intransigeant d'Etchegaray un nouveau départ dans le combat pour la vie de leurs bassins sidérurgiques. Encore une fois, il faudra mener bataille pour imposer la voie de la lutte.

Gérard PRIVAT

## CARREFOUR D'HEROUVILLE-SAINT-CLAIR : INDICE DE LA REPRESSION

*Patrick, licencié pour avoir mangé quatre croisants à la poubelle, fait la grève de la faim.*

Depuis plus de 10 jours, Patrick, soutenu par la section syndicale CFDT de Carrefour, fait la grève de la faim dans le local prêté par la municipalité de gauche, et qui se trouve dans la galerie marchande de Carrefour. La lutte est très dure dans ce baignoire de la CFT à Citroën. Déjà trois bouchers CGT avaient été licenciés, dès l'ouverture du centre.

A l'époque, monsieur Geindre, maire PS d'Hérouville, vantait Carrefour «à la pointe du progrès social». La section FO de Carrefour est carrément fasciste : elle appuie le licenciement de Patrick et insulte les camarades de la CFDT. Une large campagne de popularisation s'engage sur Hérouville et Caen. L'association de quartier du Val s'engage à fond dans le combat. Cette affaire fait grand bruit dans la ville : la presse locale et la télévision régionale sont obligées d'en parler. Tous les soirs, depuis le début de la lutte, un rassemblement a lieu à 18 heures, avec défilé dans la galerie marchande. Les vendeurs, payés par Carrefour, ont tout tenté pour démoraliser Patrick : men-

ces de mort à sa femme et son gamin, coups de téléphone en pleine nuit, réveil en sursaut, dans le stand où il fait la grève de la faim. Cette action gêne Carrefour, occasionnant des pertes financières importantes. Samedi dernier, la direction avait même dû se résoudre à fermer le magasin.

Le samedi 24 mars, 3 000 à 4 000 consommateurs ont bloqué l'entrée principale de Carrefour ; Carrefour refuse toujours de réintégrer Patrick et sans qu'il y ait d'engagement précis, parle d'un poste à Lyon. Evidemment, Patrick refuse. Depuis lundi 26, tous les soirs, il y a une assemblée générale de 300 à 400 personnes pour se mettre au courant de l'évolution de la lutte. Carrefour

a peur : elle a embauché 30 à 40 nervis payés 400 francs par jour. Mais rien n'atteint la détermination de Patrick et des consommateurs. Samedi 31 mars, Patrick est convoqué par la direction qui se sent malgré tout assez forte. En effet, la municipalité de gauche, attaquée en référé par Carrefour, doit payer 5 000 F par jour l'occupation du local municipal dans la galerie, à partir de vendredi 30 mars à 16 heures. Coup de poignard dans la lutte : la mairie demande à Patrick de libérer le local. La CFDT accepte. Là de nombreuses contradictions apparaissent, plusieurs consommateurs s'interrogent sur la gauche qui accepte si docilement la justice bourgeoise. Le PCF suit sans ambage le PS... La majorité des consommateurs crie la révolte : «On reste !». A 9 heures, FO et des contre-grévistes, des cadres, s'assoient devant le local. Ils insultent les syndiqués de la CFDT et les consommateurs. Mais, il

y a un point fort, le meeting. Grande surprise : environ 1 500 personnes. De nombreux ouvriers de Saviem, SMN, les cheminots, hospitaliers sont présents. L'UD-CGT, qu'on n'a pas vue beaucoup avant, fait un discours qui sera peu suivi. L'UIS CFDT appelle au calme et demande la dispersion à la fin du meeting. Le responsable CFDT est sifflé, on crie : «Patrick réintégré, Patrick au local !». Ce compromis de la CFDT nous inquiète : quel objectif avons-nous maintenant ? De nombreux travailleurs présents font le rapprochement avec l'affaire Moulinex (1). Une fois de plus, certains responsables de l'UIS-CFDT baissent les bras. Cette attitude a écoeuré de nombreux travailleurs. Les consommateurs prennent la parole, malgré l'opposition de certains cégétistes. Quand la représentante de l'association du Val demande à tous les présents de rentrer dans Carrefour, les dirigeants syndicaux sont

complètement débordés, tout le monde s'engouffre dans l'entrée principale de Carrefour. On fait un sit-in. Cette manifestation est très combative. Les mots d'ordre fusent : «Carrefour fasciste ! FO complice !», «Carrefour, indice de la répression !», «Il est pourri le Carrefour de Giscard, il nous envoie ses flics et ses vendeurs !», «Les produits Carrefour sont libres, le personnel ne l'est pas !». La direction a peur. Une quarantaine de flics sont cachés. Sept cars de CRS sont prêts à intervenir. On demande à être reçu par la direction qui refuse. La CFDT nous apprend que Patrick continue sa grève de la faim et qu'il est à la MJC d'Hérouville, pour se reposer...

Lundi, vers 13 heures, une tentative de réinstaller Patrick dans le local municipal de la galerie s'est heurtée à la quarantaine de vendeurs de Carrefour, dont le groupe était augmenté de cadres, de certains commerçants de la galerie, et de caissières de la Cais-

se centrale, aux ordres de la direction. Les militants avaient pourtant réintégré le local, mais le maire ne veut pas que l'occupation continue ici, et a demandé à tout le monde d'aller à la mairie d'Hérouville. Il est pourtant clair que pour être efficace, la grève doit se poursuivre sur place ! C'est au moment où les militants sortaient de la galerie, sur le parking, que les vendeurs les ont pris en chasse, blessant plusieurs personnes. Mais l'action est loin d'être terminée...

Corr. Hérouville

(1) : Durant la grève de juin 1978, certains responsables CFDT, lors d'une attaque du piquet de grève par les nervis, avaient protégé leur fuite, devant la colère des ouvriers de Moulinex et des autres boîtes de Caen accourues dès la nouvelle de l'agression connue.

## LUTTES OUVRIERES

## Communiqué

Le gouvernement Giscard-Barre vient de profiter des incidents survenus suite aux provocations policières lors de la marche du 23 mars, pour donner à ses préfets des consignes particulièrement inquiétantes : il s'agit ni plus ni moins que d'interdire les manifestations dans les villes, «lorsque celles-ci ne présenteront pas d'absolues garanties de sécurité».

Ces déclarations de Giscard sont dans la ligne des atteintes aux libertés individuelles et syndicales, au droit de grève, qui se sont multipliées depuis plusieurs années : elles constituent une nouvelle menace contre les droits démocratiques.

Elles interviennent à un moment où, face à la politique antipopulaire du pouvoir, à la hausse des prix et aux licenciements massifs, les travailleurs et particulièrement les sidérurgistes en Lorraine et dans le Nord, ont entrepris la lutte fermement pour la défense de leur emploi et leurs conditions de vie : c'est donc avant tout contre la résistance des travailleurs que ces menaces sont dirigées.

Le PCML et le PCR ml dénoncent avec la plus grande vigueur ces déclarations et les mesures concrètes qui vont inévitablement les suivre. Ils réaffirment leur soutien aux luttes déterminées engagées par les travailleurs et leur volonté de défendre pas à pas les libertés démocratiques qui constituent un acquis précieux de la classe ouvrière.

Paris, le 2 avril 1979

PCR ml - PCML

## Nouvelles de Franche-Comté

## JURADOU CONFLIT AVEC LES AGRICULTEURS PATRONS DE COOPERATIVES

La direction de cette coopérative de fabrication de gruyère de Comté, célèbre pour ses méthodes antisyndicales dans le passé, est présidée par des agriculteurs du parti socialiste.

Ce sont eux qui avaient appelé les flics pour expulser des grévistes. Cette coopérative a répondu à sa manière à des débrayages revendiquant des salaires plus élevés et la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés. En effet, elle a annulé la rencontre avec des syndicats prévue pour le lendemain. Les travailleurs ne se sont pas laissés intimider et ont appelé à de nouveaux débrayages avec la CFDT mercredi. Finalement une nouvelle réunion était prévue pour lundi.

## BEL EN LUTTE

A Lons-le-Saunier, les travailleurs des fromageries Bel ont débrayé. Les grévistes protestent contre deux jours de chômage partiel imposés aux travailleurs de l'atelier des «cubes» et cinq jours dans l'atelier des «portions». Ils réclament le paiement à 100 % des jours de chômage et le refus de la récupération éventuelle des heures chômées. De surcroît ils réclament la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés et la progression des salaires.

## DEBRAYAGES CHEZ WEIL

Les ouvrières de Weil luttent contre les mauvaises conditions de travail et le mépris des petits chefs.

Dans cette entreprise de confection textile (l'une des plus grosses de Besançon), la résignation devant la difficulté de la lutte est battue en brèche dans beaucoup d'ateliers de femmes.

Les débrayages se multiplient en particulier rue de Vesoul. Face aux revendications les patrons répondent par des sanctions, avertissements et mises à pied.

Devant la détermination des travailleurs, les patrons ont dû démentir un projet de licenciement. Il reste à imposer l'embauche de travailleurs supplémentaires et l'abandon de la pratique patronale consistant à imputer les malfaçons aux ouvrières et à exercer ainsi une sélection et un chantage à l'emploi.

## NOUVELLES MENACES CONTRE LES GREVISTES DE L'IMPRIMERIE DE L'EST

Non contents de bloquer les négociations depuis des semaines, la direction de l'imprimerie en vient à refuser aux travailleurs le droit de grève. Onze employés recevaient une lettre la semaine passée les enjoignant de reprendre le travail le 27 mars à 8 h, sous peine d'être considérés comme absent sans motif, donc démissionnaires. L'ensemble des travailleurs qui vient de constituer une section syndicale CFDT s'est rendu devant l'usine et a fait constater par huissier de service, l'entrave manifeste au droit de grève en même temps que la volonté de poursuivre la lutte commune.

Six autres travailleurs dont trois délégués ont reçu des lettres de licenciements.

Un comité de soutien s'est déjà réuni trois fois pour organiser l'information et la solidarité autour des grévistes : diffusion d'un tract, vente d'un bon de soutien avec tombola, diffusion d'un livre noir, etc...

## JOURNÉE D'ACTION PTT

Les postiers du Doubs ont suivi la journée d'action dans les PTT dans les proportions suivantes : 20 % dans la distribution, et 50 % dans les centres de tri.

## Hôpital intercommunal de Montreuil

La gratuité des soins suspendue  
Les actions continuent

Lundi matin, les employés de l'hôpital intercommunal de Montreuil (Seine-Saint-Denis) sont entrés dans leur 11<sup>e</sup> jour de grève. Rappelons les plus importantes de leurs revendications : rétablissement et extension à l'ensemble du personnel de la prime de contagion, augmentation des effectifs employés, remplacement des personnes absentes pour cause de maladie, maternité, congés syndicaux, ... le maintien de divers avantages acquis, etc.

Lors de l'assemblée générale tenue comme chaque jour, au self-service du sous-sol, lundi matin l'intersyndicale a confirmé la décision d'arrêter l'aspect «grève administrative» du mouvement, à savoir la gratuité des soins, et ce jusqu'à vendredi. Là une discussion devra à nouveau avoir lieu et une manifestation doit se dérouler devant le ministère de la santé, dans le cadre d'une action appelée par les fédérations CGT et CFDT du secteur. L'abandon temporaire de cette forme d'action, expliquait l'intersyndicale lundi matin, est la conséquence d'un certain nombre de difficultés qui sont apparues ces tous derniers jours et qu'il sem-

ble difficile de résoudre rapidement.

Entre autres difficultés l'existence d'une «forte pression policière de la part des chefs de service sur les gens qui sont aux caisses, ce qui rend difficile à ces derniers la continuation de cette forme de lutte pour l'instant». Il sera fait également état des heures supplémentaires que des chefs de service font effectuer à une partie du personnel non-gréviste, dans le but de pallier au manque à gagner.

Le mouvement n'est

toutefois pas arrêté. Différentes initiatives sont proposées pour la semaine, notamment aller ce mardi, à la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) pour exiger que soit convoqué l'ensemble des directeurs des hôpitaux de la Seine-Saint-Denis en vue de la discussion des revendications communes à l'ensemble des employés du département. Vendredi, l'intersyndicale a appelé à un débrayage massif : ce jour-là, les employés de l'hôpital inter-

communal se rendront au ministère de la santé, avec d'autres employés de la santé, ceci dans le cadre d'une action des fédérations syndicales de ce secteur.

Lundi, toute la journée, des négociations ont commencé à se dérouler entre la direction et les syndicats, passant en revue les différents secteurs (administratif, soins et services généraux).

Vendredi, le personnel sera amené à rediscuter et voter sur la question des formes de lutte.



Depuis 12 jours, l'entrée de l'hôpital de Montreuil a changé d'aspect !

## Racisme à Bobigny CTA

## QUESTION DE PEAU !

Dix futurs préposés devaient être nommés prioritairement en qualité d'auxiliaire à Bobigny CTA pour pallier au manque

d'effectif. Or au service du personnel de la direction départementale, arrive un jour, il y a deux semaines, un grand chef (!) qui en

redemande six. Demande d'explications de la part d'employés intéressés (syndiqués CFDT). Réponse : «Le chef de centre du CTA ne veut plus d'Antillais, or il y en a six dans les dix nommés». Stupeur dans le service. Coup de fil au syndicat départemental 93, qui tire un tract en direction du CTA. Celui-ci produit l'effet d'une bombe parmi les nombreux Antillais du centre de tri. La CFDT décide de proposer à la CGT, FO, et la CFTC une délégation au bureau du chef de centre, le cas échéant une audience à la direction départementale et si rien n'est obtenu de porter plainte pour racisme auprès du Conseil d'Etat. Avant d'accepter les représentants de

ces trois organisations n'hésitent pas à mettre en doute les informations de la CFDT qui s'est retrouvée quasiment en position... d'accusée !!!

Vendredi 30 à 20 h, le chef de centre était contraint de recevoir les 8 délégués (2 CGT, 2 CFDT, 2 FO, 2 CFTC ; un délégué CFDT et un CGT ont laissé leur place à 2 Antillais non-syndiqués). L'entrevue n'a abouti à rien puisque la direction a nié le racisme. Pourtant la réputation du chef de centre, candidat RPR aux cantonales de La Courneuve, est faite : il interdit aux Antillais, aux Guyanais et aux Réunionnais de parler créole. Les postiers du CTA de Bobigny n'en resteront pas là. A suivre...

## ● Lyon : transports gratuits pour les chômeurs !

Les comités de chômeurs de Lyon et les UD CFDT CGT du Rhône organisent une action pour la gratuité des transports à Lyon.

Alors que cette mesure a été accordée dans de nombreuses villes et notamment à Grenoble, le préfet qui est président du réseau T.C.R.L. a toujours jusqu'ici refusé cette revendication, alors que pour rechercher un emploi les chômeurs sont obligés à des nombreux déplacements, ce qui occasionne des dépenses importantes pour de faibles ressources. Les comités de chômeurs avec les travailleurs des entreprises rassemblées aux états généraux, le 7 février, avaient exigé les revendications suivantes :

- revalorisation des indemnités de chômage, droit d'expression syndicale des chômeurs dans les ANPE ;
- arrêt des saisies, coupures et expulsions ;
- accès au tarif réduit dans les restaurants d'entreprises municipaux et universitaires ;
- exonération des impôts ;
- droit aux loisirs à tarif réduit.

- **Gratuité totale des transports en commun.**  
Les comités de chômeurs, les UD CFDT CGT appellent à participer à une manifestation publique sur la ligne 3 entre 15 et 16 heures le mercredi 4 avril aux différents arrêts afin de prendre les bus sans payer pour aller manifester aux sièges des T.C.R.L. et à la préfecture.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## 5 jours avant le congrès du PS

## La démocratie du PS

Le processus de préparation des congrès du PS est une chose assez particulière. Réunis en «congrès fédéraux», les militants du PS ont voté en fonction des quelque 7 motions qui leur étaient proposées (motions Mitterrand, Mauroy, Rocard, Defferre, CERES, Pierret et «femmes»). Leurs résultats ont été comptabilisés en pourcentage; par exemple en Gironde, la motion Mitterrand a obtenu 46 % des voix, celle de Mauroy 18,3 %, celle de Rocard 20,7 %, celle du CERES 10,4 % et celle de Pierret 1,7 %. En fonction de leurs adhérents, chaque fédération dispose pour le congrès d'un certain nombre de mandats: pour reprendre notre exemple, il y a 205 mandats pour la Gironde. En fonction des résultats obtenus, les 205 mandats ont été répartis: 94 pour Mitterrand, 38 pour Mauroy, 42 pour Rocard, 21 pour le CERES, 4 pour Pierret et 1 pour le courant femmes. Il n'y aura évidemment pas 205 délégués de la Gironde au congrès. A titre indicatif, il n'y en avait que 17 au congrès de Nantes en 1977. Chacun des délégués va donc être porteur d'une pincée de mandats, et ceux-ci étant impératifs, il devra absolument les répartir en fonction des votes du congrès fédéral. Tout ceci pourrait fort bien se passer par téléphone, car les délégués présents à Metz n'auront aucun autre rôle que celui de voter en fonction des mandats impératifs qu'ils ont, et d'assister aux discours des grands. La vraie bataille, celle qui consistera à savoir quelles alliances seront nouées, se jouera au sein de la commission des résolutions, qui regroupe, à la proportionnelle, les leaders de chacun des courants.

## Congrès fédéraux

HEGEMONIE  
MITTERRANDISTE  
ET DEGRINGOLADE  
DU CERES

Le résultat des congrès fédéraux permet d'apprécier l'influence des différents courants selon les départements.

• Ainsi, sur les 95 fédérations socialistes, Mitterrand l'emporte dans 68 d'entre elles. Dans 37, il dispose même de la majorité absolue, avec plus de 50 % des mandats. Outre son bastion traditionnel de la Nièvre (88,4 %), il fait ses meilleurs scores en Corse du Sud (80 %), en Indre-et-Loire (73 %), dans l'Indre (70 %), dans l'Aude (69,8 %) et dans l'Allier (66,6 %).

• Rocard arrive en tête dans 15 fédérations, dont deux qu'il partage avec Mitterrand (les Alpes-Maritimes et la Mayenne). Les autres sont les Alpes-de-Haute-Provence, la Haute-Corse, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Manche, la Meurthe-et-Moselle, le Morbihan, la Savoie, le Tarn-et-Garonne, le Vaucluse, le Val-d'Oise et les Yvelines. C'est en Haute-Corse qu'il réalise son meilleur score (66,6 %) suivi du Finistère (52,9 %) et du Maine-et-Loire (59,2 %). Il s'agit là de fédérations où l'implantation socialiste est relativement faible.

• Le CERES l'emporte dans 9 fédérations: celles de la Loire-Atlantique, de la

Marne, de la Haute-Marne, de la Mayenne (à égalité avec Rocard), du Haut-Rhin, de la Haute-Savoie, du Territoire-de-Belfort, de Paris et de l'Essonne. Il obtient la majorité absolue dans le Haut-Rhin (57 %) et dans le Territoire-de-Belfort (61,7 %).

• Mauroy sort vainqueur dans 4 fédérations: la Dordogne, le Nord, le Pas-de-Calais et le Var. Dans aucun de ces départements il n'obtient la majorité absolue, pas même dans son fief du Nord (39,9 %).

• Defferre garde une fédération, la sienne: celle des Bouches-du-Rhône, où il obtient la bagatelle de 89,5 % des mandats.

L'éclatement de la majorité en différents courants interdit toutes comparaisons avec le passé. Par contre, cette comparaison est pleinement valable pour le CERES, et elle indique une érosion très sensible de ce courant: en 1975, le CERES disposait de la majorité absolue dans 13 fédérations. Aujourd'hui, il ne lui en reste que deux. La multiplication des courants n'explique pas à elle seule le recul du CERES, pas plus que la scission de Pierret: il n'y a guère que dans un département, l'Essonne, où le total des voix du CERES et de Pierret parvient à la majorité.

MITTERRAND  
A GAGNE UNE BATAILLE

Le congrès du PS, qui doit se tenir à la fin de la semaine à Metz est-il déjà joué? On serait tenté de répondre oui, puisqu'on connaît maintenant le score de chaque tendance, et donc la représentation de ces tendances dans le prochain comité

Sur la base de la splendide démocratie qui règne au PS (cf encart), on sait déjà qui l'emportera à la fin de la semaine, et quelle sera la composition du comité directeur. Les résultats «officiels» se présentent de la manière suivante: Mitterrand 40,1 %; Rocard 20,4 %; CERES 14,4 %; Mauroy 13,6 %;

Defferre 7,7 %; Pierret 3,2 %; et «courant femmes» 0,3 %. Etant donné que — dans les traditions de la «démocratie» bourgeoise — les courants ayant recueilli moins de 5 % ne sont pas représentés au comité directeur — celui-ci se présentera de la manière suivante: sur 131 membres, Mitterrand

directeur. Il reste cependant une inconnue, et de taille: avec qui Mitterrand s'alliera-t-il cette fois-ci pour diriger le PS? Ce n'est que dans le cours même du congrès, probablement dimanche 8 avril, qu'on connaîtra la réponse à cette ultime question.

aura droit à 55 sièges, Rocard à 28, le CERES à 20, Mauroy à 18, et Defferre à 10.

Sans avoir la majorité absolue, Mitterrand est donc à même de choisir ses alliés. C'est de cela qu'il sera question dans les couloirs du congrès de Metz. La fameuse «synthèse» dont on nous rabat

les oreilles depuis des mois va en fait s'effectuer pour une large part en termes mathématiques: en considérant que les voix de Defferre sont d'ores et déjà acquises à Mitterrand, toutes les combinaisons sont possibles: Mitterrand + Defferre + Mauroy, ça fait une majorité; Mitterrand + Defferre + le CERES aussi, et ainsi de suite. Une autre solution, réaliste au regard de ce qu'est le PS aujourd'hui, se dessine: celle d'une synthèse qui reformerait ce qui existe depuis Nantes; d'un côté une majorité où se retrouveraient Mitterrand, Rocard et les autres, et d'un autre côté la minorité du CERES. Cependant, la reconduction de Mitterrand à la tête du PS, avec, peut-être, une majorité identique à celle de 1977, ne saurait occulter les profondes fissures apparues après les législatives. De ce point de vue, on peut déjà dire que le Congrès de Metz n'est qu'une étape vers la grande explication Mitterrand-Rocard qui se prépare pour le congrès de 1981, qui devra désigner le candidat socialiste à l'élection présidentielle.



Le club des cinq qui va dominer le projet du comité directeur

Comme lors de la préparation du 22<sup>e</sup> congrès du PCFLa direction tente de refaire  
«le coup de la morale»

Une polémique s'est instaurée la semaine dernière entre *Le Monde* et *L'Humanité*, à propos de l'exclusion d'un militant du PCF, occupant quelques responsabilités à la mairie d'Ivry. Ce militant est entré en contradiction avec son parti sur un problème précis, celui de l'homosexualité, et plus précisément sur la manière dont *L'Humanité* a rendu compte de «l'affaire Dugué», cet employé de la municipalité de Saint-Ouen inculpé dans une affaire de jeunes prostituées. L'affaire est assez sombre donc, mais elle est directement exploitée par la direction du PCF... dans la préparation du 23<sup>e</sup> congrès!

Les faits en eux-mêmes ne méritent pas les longs développements que lui a consacré *Le Monde*, *Le Matin* ou *L'Humanité*. A la suite de l'affaire Dugué, *L'Humanité* publie un article intitulé «Enfants vendus au vice». Deux militants d'Ivry, par ailleurs membres du groupe «homosexualité» du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistiques, écrivent alors à *L'Humanité* en s'indignant que «le vice, ce terme moyenâgeux, puisse encore figurer dans le vocabulaire d'un communiste». Réponse de Leroy, lettre transmise à la municipalité d'Ivry, qui mute un des auteurs à un autre poste, et à la section du PCF qui

refuse de remettre leur carte 79 aux deux signataires. Soit dit en passant, c'est un bel exemple, parmi beaucoup d'autres, de la manière dont le PCF règle ses contradictions. Des cas semblables, il y en a eu beaucoup d'autres, et sur les sujets les plus divers.

L'insolite en l'affaire, c'est l'ampleur qu'a pris cet épisode. Croyant tenir là un bon exemple des contradictions internes au PCF, *Le Monde* y consacre deux pleines colonnes, et *Le Matin* près d'une page.

*L'Humanité* de vendredi, quant à elle, y consacre une page entière, et y revient dans ses éditions de samedi et de lundi.

## PROVOCATIONS

Voilà qui est curieux, quand on sait la manière dont *L'Humanité* sait taire les questions embarrassantes. En fait, il y a là une énorme manœuvre, liée à la préparation du 23<sup>e</sup> congrès. Il est patent que la direction du PCF cherche à refaire «le coup de la morale» qui lui avait si bien réussi au 22<sup>e</sup> congrès. En 1976, peu de temps après que Marchais eût annoncé à la télévision l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, paraissait dans la tribune de discussion une lettre s'interrogeant sur la «morale» et la manière dont le PCF devait se situer par rapport à elle. La direction avait saisi cette perche pour détourner le débat sur ce thème on ne peut plus vaseux. Concrètement, dans les conférences fédérales, les débats avaient beaucoup plus porté là-dessus que sur la question réellement importante de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. Cette année, la direction tente de recommencer la même manœuvre de diversion.

Comme par hasard, au lendemain de la publication de la lettre de Leroy, *L'Humanité* publiait une contribution au 23<sup>e</sup> congrès en provenance de Paris, s'intitulant «Pour une société sans morale», et une autre des Bouches-du-Rhône intitulée «Un médecin communiste parle de morale». La ficelle est un peu grosse. Elle va même plus loin que la tentative de détournement du débat dont nous venons de parler, alors que des questions aussi importantes que la nature de l'URSS, le centralisme bureaucratique du PCF ou son rapport aux masses sont posés par nombre de militants. Il s'agit ni plus ni moins que d'une provocation destinée aux oppositionnels. Quelle merveilleuse aubaine pour la direction si certains d'entre eux en venaient à intervenir sur le terrain malsain et fumeux de la pédophilie ou de la «morale». Décidément, la direction du PCF prend des chemins bien sinueux pour faire face aux contradictions internes.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

## APRÈS L'ACCIDENT DE LA CENTRALE NUCLEAIRE AMERICAINE

- Angoissante incertitude pour la population environnante
- Optimisme bon teint chez les partisans du programme nucléaire français

A la centrale nucléaire de Three Mile Island, à Harrisburg dans l'Etat de Pennsylvanie aux Etats-Unis, la situation est toujours aussi incertaine, et un nouvel accident, aux conséquences plus graves, n'est toujours pas exclu. Depuis maintenant cinq jours qu'un «incident» est survenu dans la centrale de Three Mile Island, sur le circuit secondaire, les informations sont toujours aussi contradictoires, mais les risques demeurent, faisant planer sur la région une certaine angoisse. De nouveaux contingents d'habitants de l'agglomération à proximité immédiate de la centrale défectueuse, mais aussi de la région, se sont éloignés de ce «lieu maudit» où la catastrophe peut encore arriver d'un moment à l'autre.

En tout cas, cette émigration dénote un manque de confiance évident envers les responsables et autres personnalités américaines. En effet, les informations continuent d'être contradictoires. A qui se fier ? Après les propos rassurants des administrations ou autres partisans inconditionnels du tout nucléaire qui déclaraient que les risques d'accidents étaient extrêmement limités, ou même impossibles, l'accident d'Harrisburg a de quoi inquiéter les moins pessimistes. Incident sur incident, ont en effet empêché les techniciens de maîtriser le déroulement des opérations de mise hors service du réacteur. La bulle de gaz de 30 à 50 mètres cube, hydrogène, oxygène, mais aussi de krypton ou autres gaz radio-actifs, empêche un refroidissement conséquent du «cœur» qui continue ainsi à chauffer. Pas question en effet d'injecter de l'eau se décomposant chimiquement en hydrogène et oxygène, augmentant ainsi les risques d'explosion (classique et non nucléaire). Cette explosion, si elle se produisait, rendrait certainement impos-

sible toute possibilité ultérieure de refroidissement du réacteur ; la chaleur pourrait alors s'élever de façon considérable (6 000 degrés) et faire fondre le béton qui le supporte. Le «cœur» en activité pourrait alors s'enfoncer dans le sol, provoquer, en rencontrant des couches d'eau, de nouvelles explosions (toujours classiques) et polluer irrémédiablement la terre, les nappes phréatiques, l'atmosphère, transformant la région en une zone à désert. Sans compter que les vents pourraient porter très loin les nuages de poussière et de matières radio-actives, dont les effets se font sentir de façon très durable.

## UNE ASSURANCE INCERTAINE

Les eaux de la région sont d'ailleurs déjà atteintes par des rejets des circuits de refroidissement du réacteur.

Encore que les techniciens américains ont eu de la chance dans cet «impossible accident» : le réacteur n'était en service que depuis trois mois, limitant ainsi les risques de fusion du «cœur» qui aug-

mentent avec l'ancienneté des matières fissibles.

Selon certaines informations, la poche aurait diminué. Dans le cas où elle aurait été résorbée, rien n'est dit sur la façon dont cela a été fait. A-t-elle été évacuée vers l'extérieur, filtrée ou rejetée telle dans l'atmosphère, avec un taux important de radio-activité ?

Les autorités américaines, qui viennent de nommer une commission pour «délivrer» les informations, ne semblent, pour l'instant, pas disposées à fournir des éléments qui permettraient de juger réellement de la gravité de la situation. En l'occurrence, l'éventualité de l'évacuation d'une zone de 32 kilomètres autour de la centrale semble être maintenue pour les jours prochains (elle concerne près de 200 000 habitants, le chiffre d'un million a été avancé). Une ultime opération pourrait être alors tentée, pour reprendre les choses en main, avec les risques de contamination que cela comporte. Quant au taux de radio-activité autour de la centrale, les autorités maintiennent qu'il est minime. Mais jusqu'à quel niveau l'émission de radio-activité est-elle jugée minime et inconséquente ? Combien de cancers ou autres maladies et qui ne sont connues que plusieurs années plus tard, faudra-t-il pour que les responsables prennent enfin en compte les dangers des constructions actuelles ?

## «IMPOSSIBLE CHEZ NOUS»

Quant aux nôtres de responsables, l'accident d'Harrisburg ne semble pas les avoir émus outre mesure. Ils continuent, tel Barre, de dire que de tels accidents sont impossibles sur les centrales françaises, pourtant du même type que celle qui menace en ce moment les habitants de la région où elle est implantée. Barre et Giraud (ministre de l'Industrie et ancien directeur général du CEA) ne trouvent aucune raison de revoir le programme électronucléaire de la France, le plus ambitieux : nos techniciens ont «revu» les normes, «tout est sûr» disent-ils.

## L'IRRESPONSABLE

Dimanche soir, au Club de la Presse d'Europe 1, Barre a répondu à une question sur le stockage des déchets des centrales nucléaires. Il a d'abord dit : «Jusqu'ici, nous avons résolu le problème sans que cela provoque des drames, et nous continuerons à le faire». A la question : «Où les mettez-vous ?», Barre a répondu : «En divers endroits». Sans commentaires...

Même Tanguy (directeur de la sûreté du CEA) consent à réexaminer, éventuellement les analyses prévisionnelles des risques, tout en gardant comme référence le rapport Rasmussen qui fixait aux USA les risques de probabilité d'accidents sur

les centrales actuelles. Nos responsables semblent oublier que ce rapport a été officiellement remis en cause quelque temps avant l'accident. Tout est si sûr d'après Barre. Alors pourquoi des incidents ont-ils eu lieu à plusieurs reprises sur la centrale de Fessenheim, ainsi qu'à La Hague ? Qui nous garantit que nos techniciens, à l'inverse des Américains, maîtriseront de bout en bout le déroulement d'une mise hors service d'un réacteur dans des conditions aussi critiques ?

Non, nous ne pouvons leur faire confiance, quand ceux-ci refusent une infor-

mation complète sur le nucléaire, ainsi que la publication des plans Orsec rad et qu'ils fuient les débats contradictoires. Ceux qui «sont si sûrs» font dans le même temps, preuve de la plus grande incompétence lorsqu'il s'agit de quelques milliers de litres de pétrole sur les côtes bretonnes.

L'accident d'Harrisburg, comme le disent les habitants de Chooz (Ardenes) où devrait bientôt être édifée une nouvelle centrale, révèle que «nos craintes ne sont pas illusoires».

P.C

## «Pour un moratoire de trois ans»

## Déclaration de Michel Rolant, de la direction de la CFDT, à la suite de l'accident de Three Mile Island

L'accident de Three Mile Island s'inscrit dans la série des catastrophes engendrées par une utilisation inconsidérée du progrès technique.

Comme pour l'Amoco-Cadiz, comme pour Seveso, des régions entières sont menacées par l'ampleur sans précédent des erreurs techniques.

Des millions d'hommes et de femmes risquent d'en supporter longtemps les conséquences.

L'accident américain aurait pu se produire en France. Il pose deux problèmes fondamentaux dans notre pays, celui de notre démocratie et celui de nos besoins en énergie.

Aucune activité humaine n'est exempte de risques, certains sont acceptables, d'autres ne le sont pas. La question essentielle alors est de savoir qui décide.

Le programme électronucléaire de la France est le plus ambitieux, le plus précipité du monde. Il a été décidé et poursuivi sans vote spécifique du Parlement, sans consultation générale des Français, sans que les populations les plus concernées puissent se faire entendre. La démocratie a été tenue en échec par le lobby de l'atome.

Sur le plan de l'énergie elle-même, il est inquiétant de constater que la couverture de nos besoins supplémentaires repose sur le développement de l'électricité, que celui-ci doit être assuré par le nucléaire et que le programme nucléaire ne comporte qu'une seule filière, la même que celle de Three Mile Island.

La CFDT dénonce ces aberrations depuis quatre ans. Elle ne peut aujourd'hui que confirmer ses exigences. Il faut :

- 1) Que sa proposition de moratoire de trois ans, c'est-à-dire la suspension des nouveaux investissements nucléaires, soit soumise aux Français ou à leurs représentants. Ceci vaut tant pour les nouvelles centrales (PWR) que pour l'extension de l'usine de La Hague et plus encore pour le surrégénérateur.
- 2) Qu'aucune mise en service de nouvelles installations ne soit autorisée avant que la lumière ait été faite pour la sécurité à l'issue d'un examen contradictoire et, qu'en toute hypothèse, aucune centrale ne soit installée dans les zones à forte densité de population, ce qui exclut notamment la réalisation des projets du Pellerin, de Cattenom et de Nogent-sur-Seine.
- 3) Que les centrales PWR en fonctionnement fassent l'objet d'une révision complète et non de l'examen rapide qui était prévu.
- 5) Que les crédits économisés soient reportés sur le programme de centrales à gaz et à charbon réclamé depuis longtemps par la CFDT.
- 5) Que, pour l'avenir, tout soit réorienté dans le sens d'une limitation de la place du nucléaire en donnant la priorité aux économies d'énergie et aux autres formes d'énergie.

Paris, le 2 avril 1979

## Communiqué

## Ça n'arrive qu'aux autres

Nous ne rappellerons pas les déclarations des directeurs d'EDF, des patrons du CEA et des représentants du gouvernement concernant l'impossibilité d'un accident sérieux dans une centrale PWR. Rapportez-vous à vos quotidiens, aux centaines de kilo de propagande gracieusement distribuées par EDF.

Nous ne le rappellerons pas, non par pitié mais parce que l'heure n'est plus à la polémique ; plus besoin de mots, les faits parlent d'eux-mêmes.

Depuis cinq jours, en Pennsylvanie, les «experts» assistent impuissants à l'escalade des accidents «non-prévus». Si on évite le pire avec l'explosion du réacteur, la région est déjà contaminée, et la mort des irradiés est assurée à moyen terme (leucémie, cancer).

Mais nous ne sommes ni des rêveurs, ni des utopistes ; c'est pourquoi nous savons que les apprentis-sorciers ne sont pas prêts à admettre qu'ils se sont trompés. Au contraire, dans les semaines à venir, nous devons nous attendre à un

déferlement de discours rassurants et minimisants. Déjà, M. André Giraud, ministre de l'Industrie, déclarait dimanche matin qu'en France la filière PWR utilisée n'était pas «exactement la même». Monsieur Tanguy, directeur de l'institut de protection nucléaire, surenchérit en annonçant la révision du fonctionnement des centrales en France, et le renforcement des dispositifs de sécurité.

Le seul problème à l'ordre du jour est de savoir comment assurer le plus rapidement possible une alternative énergétique au nucléaire.

— En disant non au doublement de la consommation d'énergie tous les dix ans que nous impose le capitalisme ;

— En exigeant l'abandon immédiat du programme électro-nucléaire et la réorientation de l'appareil industriel de production ;

— En économisant dès à présent l'énergie partout où cela est possible : diminution du chauffage des

administrations, boycott des emballages perdus.

L'augmentation du niveau de vie ne passe plus par l'augmentation du niveau de consommation des biens matériels.

Nous appelons la population à participer aux réunions d'information des CLIN dans la semaine.

## Communiqué de presse du Collectif Amoco Cadiz au sujet de la catastrophe aux USA

Les CLIN du Nord-Finistère (comité local d'information nucléaire).

UCNF (Union des consommateurs du Nord-Finistère affiliés à Que Choisir)

CSF SEPNB (société d'études et de protection de la nature en Bretagne)

CSCV Amis de la terre du Léon Skol an ensaw

## ITALIE

## EN ATTENDANT LES ELECTIONS

15<sup>e</sup> congrès du PCI : les événements ne se produisent pas dans le congrès

Les événements ne se produisent pas dans le congrès du PCI mais autour du congrès, alimentant les conversations des délégués. Lundi Olof Palme, le chef socialiste suédois et Mitterrand étaient attendus. Quelques heures avant leur

départ pour Rome on apprenait que le chef du Parti socialiste italien, Craxi avait obtenu leur désistement en leur téléphonant que leur présence à la tribune du congrès du PCI constituerait un défi au Parti Socialiste Italien.



La poignée de main historique entre Enrico Berlinguer et Aldo Moro en juin 1977

Douze délégations arabes dont l'OLP ont quitté le congrès parce qu'une délégation égyptienne du parti de Sadate avait été invitée. Mais c'est surtout le silence qui persistait encore lundi à propos de l'invitation adressée par Kriegel de la part du mouvement d'opposition tchèque Charte 77, d'intervenir en faveur de Sabata, emprisonné pour son activité à la tête du mouvement, qui était remarqué : ces « incidents » prennent d'autant plus de relief que le congrès se déroule sans surprise, suspendu qu'il est à la perspective des élections anticipées inévitables : c'est en fonction de leurs résultats que le comportement du PCI pourra effectivement être défini.

#### LE SILENCE SUR LES LUTTES OUVRIERES

Le congrès du PCI se déroule dans une période de mobilisation importante dans la classe ouvrière, notamment chez les métallos, et de débat animé dans tout le mouvement syndical à propos de la politique à suivre et de la conduite à tenir à l'égard des partis — et donc d'abord du PCI. Ce n'est donc pas le moindre paradoxe de ce congrès que la grande distinction observée sur la politique à l'égard des luttes ouvrières et du mouvement syndical.

Se voulant, dans la propagande, parti de lutte et de gouvernement, le PCI, à son congrès, donne l'image d'un parti anxieux avant tout de parvenir au

gouvernement, de s'emparer au moins de quelques leviers de commande. Le seul souci majeur qui obsède les intervenants dans une presque unanimité est de ne pas se trouver rejeté dans l'opposition, de trouver les moyens pour que le PCI parvienne au gouvernement, ce qui dépend pour une part importante de l'issue des élections.

#### UN RAPPORT ELECTORAL

Berlinguer avait donné le ton dans son rapport : « La question politique essentielle que les Italiens sont appelés à résoudre est évidente : une ligne d'unité démocratique, capable de sortir l'Italie de la route dramatique et dangereuse de la crise, capable de garantir un nouveau développement du pays, exige que le PCI participe au gouvernement de la nation... Dans les thèses nous avons affirmé que la ligne d'amitié démocratique pouvait comporter des solutions et combinaisons autres que la majorité et le gouvernement. Mais aujourd'hui, de quel gouvernement le pays a-t-il besoin ? Aujourd'hui quel gouvernement peut exprimer et garantir une politique de solidarité démocratique... Le gouvernement qui est nécessaire aujourd'hui est un gouvernement de coalition des forces démocratiques, un gouvernement auquel participe le PCI de plein droit, dans des conditions d'égalité et correspondant à son rôle et à sa responsabilité en tant que grande force ouvrière et populaire. Cela

est l'objectif de notre bataille politique, et, si cela advient, de notre bataille électorale ».

Ceci, le cœur du rapport de Berlinguer à l'ouverture du congrès, est destiné à ressouder les rangs du parti dans la perspective des élections. Que cela soit la question maîtresse du congrès est attesté par les indiscretions qui traînent dans les propos des délégués, selon lesquels il se pourrait que le congrès se borne à nommer des organismes dirigeants provisoires jusqu'aux élections.

#### UN UNANIMISME PLEIN DE FAILLES

Cela a créé une ambiance particulière dans le congrès qui ne peut véritablement pas discuter du bilan du passage à la majorité gouvernementale, pressé qu'il est par la proximité des élections. Une sorte d'unanimité s'est ainsi créée, sans discussion véritable, pour engager la bataille électorale afin que le PCI puisse accéder aux portefeuilles ministériels. Pour faire quoi ? Les interrogations soulevées, y compris au sein du PCI quant aux résultats pratiques du compromis historique, sont mises au rencart.

Cependant, le fait mérite d'être noté ; pour la première fois une voix hostile à la stratégie du compromis historique s'est élevée au congrès : celle du seul fondateur du PCI encore en vie, Perragini, qui s'est prononcé contre toute alliance avec la DC, parti de la grande bourgeoisie. Les applaudissements chaleureux

qui lui ont répondu ont été adressés d'abord au vieux fondateur, mais ses propos n'étaient pas totalement sans écho. Ainsi, aussitôt Macarosso était désigné pour réaffirmer et faire applaudir l'idée maîtresse selon laquelle la politique de grande alliance démocratique devait être poursuivie.

Autre dissension très sensible dans le congrès : l'attitude à l'égard de l'URSS. Dimanche, le chef de file des pro-soviétiques Cossuta a fait applaudir l'affirmation selon laquelle il était nécessaire pour le PCI de développer des relations plus étroites avec l'URSS et le camp socialiste. Lundi, Pajetta, le responsable international du PCI, a fait une longue mise au point concernant la nécessité de l'euro-communisme pour l'Europe occidentale, le fait qu'il n'y avait pas de camp monolithique dont l'URSS serait le centre, qu'il fallait reconnaître et défendre la spécificité d'expériences telles que celle de la Yougoslavie, qu'il était nécessaire que le PCI fasse à l'URSS les critiques que pouvait lui inspirer la politique soviétique. Il corrigait ainsi en partie le rapport de Berlinguer, dans lequel celui-ci avait dû intégrer certains thèmes, laissant une large place aux arguments pro-soviétiques. Il visait à mettre un coup d'arrêt à la poussée des points de vue par trop pro-soviétiques qui s'étaient manifestés lors de la préparation du congrès et s'affirmaient au cours même de ce congrès.

D'après correspondant

## ● Laos - Thaïlande

Le premier ministre laotien est actuellement en visite en Thaïlande. Il a rencontré le roi et le premier ministre thaïlandais. Alors que la Thaïlande s'inquiète particulièrement de l'expansionnisme vietnamien et de la présence de l'armée de Hanoï dans toute la péninsule indochinoise, la visite du dirigeant laotien, étroitement lié au Vietnam, vise probablement à rassurer le gouvernement thaïlandais. Elle intervient après un voyage du premier ministre thaïlandais à Moscou où celui-ci a tenté d'obtenir des garanties contre les ingérences soviétiques en Indochine.

## ● URSS : six peintres dissidents condamnés à quinze jours de prison

Samedi dernier, six jeunes peintres dissidents ont été condamnés à quinze jours de prison par un tribunal de la banlieue de Moscou. Alors qu'ils s'étaient vu refuser l'autorisation d'exposer dans des salles officielles, ils avaient tenté d'organiser une exposition dans un appartement. Ils ont été inculpés de « hooliganisme ».

## ● Zimbabwe : la ZANU dénonce les élections organisées par Smith

Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU et codirigeant du Front Patriotique, a rencontré la semaine dernière à Maputo les envoyés spéciaux des Anglo-Américains en Afrique Australe. A la suite de cet entretien, il a rejeté les plans des Occidentaux visant à instaurer un dialogue entre le mouvement de libération du Zimbabwe et le prétendu « gouvernement intérimaire » de Smith. Soulignant que la situation rhodésienne est toujours de type colonial, Robert Mugabe a déclaré : « Le seul dialogue possible est avec les autorités britanniques ».

## ● PAKISTAN

Après la décision du Pakistan de se retirer du CENTO (pacte militaire avec les USA et la Grande-Bretagne déjà dénoncé par l'Iran), le gouvernement de ce pays a décidé de se porter candidat pour devenir membre du mouvement des non-alignés où il est déjà observateur.

## ● CONGO

Le colonel Sassou Nguesso, qui a récemment pris le pouvoir au Congo et est connu pour son orientation pro-soviétique, est devenu président du parti et président de la République à l'issue d'un congrès extraordinaire du Parti congolais du Travail. Il a fait approuver des mesures d'épuration dans l'armée et le parti et des poursuites contre son prédécesseur Yombi Opango, accusé de corruption.

## ● MALI

Après plus de dix ans de dictature militaire et d'interdiction de tous les partis politiques, le gouvernement malien a organisé la constitution d'un parti unique, l'« Union démocratique du peuple malien ». Le secrétaire général en est le chef d'État malien lui-même, Moussa Traore.

## ● AFGHANISTAN

Alors que l'armée afghane encadrée par des conseillers soviétiques, est toujours en difficulté face à la rébellion musulmane dans plusieurs provinces, le président Taraki a formé un « conseil suprême de défense » dont il a pris la tête. Il a également procédé à un remaniement ministériel.

Blocages de rues, actions à l'ANPE, élection des comités de grève...

## LYCEENS DE BELFORT : UN TOURNANT DE LA LUTTE

Vendredi dernier au matin : après la première journée de mobilisation de jeudi, les lycéens belfortins ont entamé leur deuxième journée de lutte. Pour le lycée de garçons, il s'agissait de dresser le cahier de revendications et de se concerter sur les actions à tenir.

De leur côté, les gars du technique négocient pour avoir le soutien des profs. Tout le monde se retrouve au LEG (Lycée d'Etat de garçons) pour aller au lycée Courbet. Il faut noter la grande mobilisation du technique qui entraînera encore ce jour-là les autres lycéens. Dans la cour du lycée Courbet près de 2 500 élèves font un sit-in pour refuser les mises à pied envisagées par l'administration. Devant la détermination des grévistes, l'administration doit reculer sur les sanctions et s'expliquer sur l'envoi de mots d'absence aux parents d'élèves. Il faut souligner l'ampleur de la mobilisation qui a fait reculer plusieurs fois l'administration (portes fermées, tentative de pourrissement du mou-

vement, etc.).

L'après-midi, une grande manifestation dans le centre-ville où les lycéens manifestent à plus de trois mille et rejoignent le lycée d'Etat de garçons où l'occupation des locaux fut décidée. En AG, tous réunis dans le gymnase, les élèves reconduisent la grève pour le samedi, mais sans manifestation dans la rue.

Le samedi après-midi une trentaine de lycéens se réunissent et réfléchissent sur les actions à mener dès le lundi. Il ressort de cette réunion la nécessité de s'organiser. Il est donc décidé d'élire dans chaque lycée un comité de grève qui proposerait des actions concrètes et qui permettrait la coordination des lycéens.

Dès le lundi dans chaque lycée se tiennent des assemblées générales des comités de grève, comprenant chacun une vingtaine de lycéens élus démocratiquement. Dès leur comité de grève élu, les lycéens du LEG rejoignent ceux du lycée technique qui eux aussi, ont élu leur

comité. Mais il semble que des lycéens du technique commencent à se démobiliser, non pas que les gars soient montés en cours, mais bon nombre ne se sont pas rendus au lycée. Après une rapide AG, les lycéens occupent le bureau de Delieux, proviseur du lycée technique, où une délégation était reçue pour négocier certains points du règlement intérieur touchant à la tenue à l'intérieur du bahut : coupe, tenue vestimentaire, cheveux, etc.).

Pendant ce temps les comités de grève se réunissent pour préparer le planning de l'après-midi : le soutien des profs s'exprime par le boycott des feuilles d'absence, celui des parents d'élèves (féderation Cornec), l'envoi d'un appel aux parents. Dès 13 h 30, les lycéens de trois lycées bloquent la circulation afin d'attirer l'attention de la population sur leurs revendications. Ensuite, une action massive devant l'ANPE est menée. Une centaine d'élèves y entrent avec l'intention de se faire inscrire au

chômage. A l'intérieur, réaction très positive des chômeurs présents : « c'est très bien ce que vous faites, j'ai trois fils à la maison qui sont au chômage » nous dit une femme présente. En sortant, la manifestation se dirige vers la mairie où le conseil municipal discute le budget du CFA (centre de formation des apprentis). Une délégation des lycéens est reçue. Les débats sont longs. Mais le maire PS dit qu'il « ne pouvait rien faire ».

Au terme de ces quatre jours de manifestation, la mobilisation commence à décroître. Faut-il engager comme disent certains une occupation du technique ? Cette forme d'action risque d'être minoritaire. Déjà d'autres propositions sont faites : renforcer les comités de grève, préparer une lutte de longue haleine contre le plan Beullac, qui ne serait pas obligatoirement une grève illimitée mais une série d'actions ponctuelles, plus efficaces et plus mobilisatrices.

Correspondant

## Appel pour une rencontre nationale des lycées et LEP

Depuis fin février, successivement à Mulhouse, à Marseille, dans le Val-de-Marne, nous avons engagé la lutte contre les mesures Beullac qui organisent les suppressions de postes, des restrictions budgétaires et préparent le démantèlement des LEP au profit d'un enseignement professionnel contrôlé par le patronat.

Aujourd'hui, Nantes, Belfort, ont rejoint le mouvement. Les lycéens de Longwy et Denain se battent contre l'avenir de chômage. Les lycéens de Paris se mobilisent contre la répression. Pour la deuxième fois dans l'année scolaire, le mouvement lycéen se développe.

De nouvelles formes de lutte sont apparues : barrages de routes, occupations de rectorats... Face aux flics ceux de Marseille n'ont pas hésité à résister. Nous sommes aujourd'hui plus nombreux à comprendre que les manifestations ne suffisent plus et que, à l'image des sidérurgistes de Longwy et de Denain, il faut adopter d'autres formes d'action. Notre lutte rejoint celle des travailleurs contre le chômage : ce qui nous attend à la sortie de l'école et qui sera encore aggravé par les mesures Beullac, c'est un avenir de chômeurs. Mais face à l'intransigeance de Beullac la lutte sera longue. Dans les lycées et LEP, on ressent le besoin de faire le point sur l'action engagée, d'échanger les expériences avec les autres bahuts, avec les autres régions et de réfléchir aux questions essentielles qui se posent pour la rentrée :

- 1) Quels sont les projets de Beullac ? En quoi consistent-ils ? Qu'apportent-ils de nouveau par rapport à la réforme Haby ?
- 2) Comment gagner contre les mesures Beullac ? Quelles formes de luttes, quelles actions faut-il développer ? Quelles revendications faut-il avancer aujourd'hui ? Comment élargir le mouvement, condition indispensable pour faire céder Beullac ?
- 3) Quelle unité est possible avec les profs et les parents ? Comment les associer à notre lutte ?
- 4) Comment organiser nos luttes (assemblées générales, commissions, comités de grève, ...) ? En quels termes se pose la question de l'organisation de comités de lutte dans les bahuts, de coordination régionale et nationale ?
- 5) Comment lutter contre l'avenir de chômage ? Comment s'attaquer directement au chômage qui nous attend à la sortie ? Avec qui pourrions-nous lutter (ouvriers en lutte, jeunes chômeurs) ? Comment pourrions-nous soutenir les luttes ouvrières ?

Une rencontre nationale des lycées et LEP en lutte et de ceux qui travaillent à mobiliser leurs bahuts va nous permettre de réfléchir en commun à ces questions.

Cette rencontre n'a pas la prétention de tenir le rôle d'une coordination nationale, représentative du mouvement lycéen et qui ferait des choix et prendrait des décisions engageant l'ensemble du mouvement lycéen. Par contre, elle peut nous permettre de préciser les perspectives de lutte pour la rentrée et peut constituer une étape dans le cadre d'une extension éventuelle du mouvement après les vacances de Pâques.

Pour faire connaître votre accord et votre participation à cette rencontre nationale, téléphonez au 508.82.87 (16.1) à partir du mardi 2 avril au vendredi 6 avril, tous les soirs entre 18 et 20 heures (à partir de samedi 14 heures, téléphonez au 209.93.22 (16.1)).

La réunion aura lieu à partir du samedi 7 avril à 14 heures jusqu'au dimanche après-midi.

Lieu : Place des Fêtes, 9 rue du Pré-Saint-Gervais, Paris 19<sup>e</sup>. Métro : Place des Fêtes.

Appel lancé par :

- les lycéens en lutte de Mulhouse
- des lycéens de Langevin-Wallon (Val-de-Marne)
- des lycéens de Bergson (Paris 19<sup>e</sup>)

## Assemblée nationale

Après la péripétie de la session extraordinaire, les députés ont entamé depuis lundi la session de printemps de l'Assemblée nationale. Le gouvernement a déjà fixé ce que seraient les grands axes de cette session : examen de projets de lois concernant « le développement des responsabilités des collectivités locales, la distribution d'actions en faveur des salariés, la création d'un établissement public chargé de gérer les participations de l'Etat dans l'industrie aéronautique, la loi hospitalière et la réforme des études médicales », etc.

Le gouvernement compte aussi déposer un projet de loi « visant les conditions d'entrée, de séjour et de travail des étrangers sur notre territoire ». Enfin, de « grands débats » doivent avoir lieu sur le Plan, la politique extérieure, l'industrie aéronautique, et peut-être la peine de mort.

## Cartes sur table

# CHIRAC DANS LA PERSPECTIVE DE 1981

Une heure vingt d'antenne, et une heure vingt de critiques, souvent violentes, toujours acerbes, contre le gouvernement et plus précisément contre Giscard et Barre. Tel a été le profil de Cartes sur Table lundi soir à Antenne 2, dont l'invité était le chef du premier parti de la « majorité », Chirac.

A l'entendre, Chirac n'est d'accord avec aucun aspect de la politique gouvernementale. La politique économique ? « Si nous continuons la politique actuelle, il y aura selon les experts du gouvernement entre 1,7 et 1,8 millions de chômeurs dans deux ou trois ans ». Et d'ajouter : « Il ne faut pas se foutre des chômeurs ». Les rapports au sein de la droite ? « La majorité actuelle n'est plus qu'une majorité parlementaire (...). Depuis plusieurs années, il n'y a qu'agressions systématiques et insidieuses contre le RPR ». La politique européenne ?

« Nous n'avons pas de volonté politique. Nous ne cessons pas de passer des compromis avec la technocratie bureaucratique et irresponsable de Bruxelles ». Les institutions ? « Le Premier ministre en revient aux pratiques de la IV<sup>e</sup> République en soutenant une liste de la majorité contre une autre (...). Le vote des Français n'est pas pris en compte. Quand on parle de fascisme sournois, il y a de ça ». Le plan ? « Il n'existe plus ». L'avenir de la France ? « Il est menacé par l'écroulement de la démographie, et la loi Veil en est responsable », etc.

D'un réquisitoire aussi virulent découle évidemment une conclusion qu'a faite Chirac : « Le candidat qui défendra aux élections présidentielles la société de liberté à laquelle nous sommes attachés, même si ce candidat est Giscard, ne sera pas élu si la situation politique intérieure et extérieure est comparable à celle que nous connaissons actuellement ».

Cette référence à l'élec-

tion présidentielle indique clairement qu'il s'agit là du sujet de préoccupation essentielle du chef du RPR. Le reste, chômage, politique économique, institutions, politique étrangère, n'est là que pour donner consistance à l'ambition chiraquienne. De fait, le leader du RPR s'est expliqué assez clairement sur sa tactique d'aujourd'hui : il s'agit de critiquer le gouvernement, pour se dédouaner de la politique, sans pour cela chercher à le renverser, ce qui dans les circonstances actuelles ferait le jeu de la gauche.

C'est un jeu politicien plausible. Reste que Chirac aura bien du mal à tenir deux longues années dans son rôle de procureur demandant à l'issue du réquisitoire, l'acquiescement pur et simple. D'autant plus qu'il se voit progressivement contraint de dévoiler ses propres projets, guère reluisants : en témoigne l'opposition vigoureuse qu'il a manifestée à la loi sur l'interruption de grossesse. Qui donc parlait de « fascisme sournois » ?

● Une centaine de chercheurs, mathématiciens, physiciens s'étaient réunis lundi devant l'Institut à Paris pour protester contre la réception d'un académicien soviétique, Ambartsumian, député au Soviet Suprême, accusé d'avoir approuvé la condamnation de plusieurs chercheurs dissidents dont Youri Orlov et Robert Nazarian. L'individu est accusé d'être fait un membre du KGB.

● Après l'ultimatum lancé par le gouvernement de Téhéran aux Turkmènes, ceux-ci ont accepté un cesse-le-feu, après 8 jours de violents combats.

● Radio Lorraine Cœur d'Acier a émis lundi une émission qui se voulait originale. Certains la qualifient même de première mondiale. Ce n'était pas le cas des propos tenus. Il s'agissait d'une intervention de Porcu, député PCF de Meurthe-et-Moselle, à l'Assemblée nationale.

● Le collectif avortement, contraception, sexualité des groupes femmes de la région parisienne, appelle à une coordination avortement, contraception, sexualité le mardi 3 avril 1979 à 19 h 30 faculté de Jussieu Tour 46.